

# La campagne américaine contre l'«Etat islamique»

L'opération menée par les Etats-Unis contre le soi-disant «Etat islamique» en Syrie et en Irak est pleine de contradictions inhérentes. Malgré tout, elle se comprend comme une suite logique aux paramètres fondamentaux qui lui sont sous-jacentes. Pour comprendre cette campagne, il faut analyser séparément l'opération en Irak et en Syrie.

Par Martin Zapfe

Depuis le 8 août 2014, des avions de combat américains lancent des attaques contre des cibles de l'«Etat islamique» (EI) en Irak et en Syrie. La progression, longtemps préparée mais néanmoins surprenante de l'EI depuis juin 2014, avait rendu nécessaire une intervention des Etats-Unis. Le président américain Barack Obama a donné à l'opération «Inherent Resolve» l'objectif ambitieux d'affaiblir et de finalement détruire l'EI.

Les Etats-Unis se trouvent maintenant confrontés à l'énorme défi d'intégrer l'utilisation de moyens militaires dans un concept politique globalement viable. Contrairement à la critique souvent émise, l'approche adoptée par les Etats-Unis jusqu'à présent est cohérente. On ne pourrait élaborer une stratégie fondamentalement différente que si l'on était prêt à accepter un changement de paradigme fondamental dans la région. Barack Obama essaie de préserver les intérêts clés des Etats-Unis dans un contexte hautement complexe sans faire obstacle à un développement évolutionnaire au Moyen-Orient et sans se laisser enliser dans une guerre qu'il ne veut pas. La mission contre l'EI se caractérise par le fait qu'il y a pour l'Irak, du moins à court terme, un état final politique acceptable pour la plupart des parties; il n'y en a pas pour la Syrie. Il faut donc analyser séparément l'avantage stratégique de la force militaire dans les deux pays.

Dès le début des attaques américaines, les Etats-Unis ont clairement communiqué



Après les frappes aériennes des États-Unis, la fumée s'élève de la ville syrienne de Kobané dans la région frontalière entre la Syrie et la Turquie. Kai Pfaffenbach / Reuters

qu'il ne fallait pas s'attendre à des résultats rapides et que la lutte contre l'EI pourrait durer plusieurs années. La coalition dirigée par les Etats-Unis en Syrie est une alliance du plus petit commun dénominateur. Elle a un adversaire commun mais pas de vision commune pour le pays. En Irak, en revanche, la progression de l'EI est l'expression et le catalyseur des énormes forces centrifuges, dont souffre la Mésopotamie. Ces forces ne s'endiguent que difficilement. L'Iran rend encore plus complexe la situation, vue que pas seulement ses intérêts élémentaires sont menacés tant en Syrie qu'en Irak, mais aussi, parce que l'Iran est simultanément en négociations nucléaires avec la

communauté internationale. On ne sait pas si les actions politico-militaires des Etats-Unis peuvent être couronnées de succès étant donné les dynamiques contradictoires de la région.

## L'opération «Inherent Resolve»

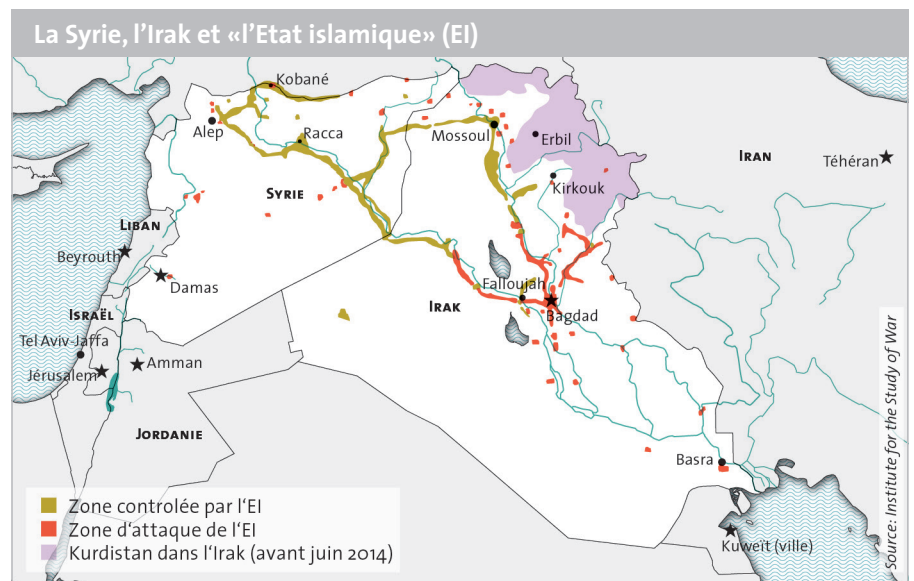
Autant l'occupation soudaine de la mégapole irakienne de Mossoul par les combattants de l'EI en juin 2014 a été surprenante, autant la montée de l'EI est liée à la guerre d'Irak de 2003. L'organisation a grandi après le retrait des Etats-Unis d'Irak et le début de la guerre civile syrienne en 2011 et au printemps 2014 elle a déjà contrôlé des territoires et des villes dans les deux Etats.

Ce n'est qu'après que les forces de l'EI ont non seulement réalisé des opérations en Syrie et dans les bastions sunnites – mais ont aussi directement menacé la capitale kurde d'Erbil et qu'un massacre des minorités religieuses semblait inévitable dans le cadre de leur expansion – que les Etats-Unis se sont décidés à intervenir militairement.

Le 8 août 2014, Obama a autorisé le commandement régional responsable de la région à effectuer des frappes aériennes contre des cibles en Irak et en Syrie. Parallèlement, Obama a annoncé l'envoi de conseillers militaires et de soldats pour protéger les installations américaines en Irak. La Maison blanche a indiqué qu'elle enverrait en Irak jusqu'à 3 100 soldats en tout. Depuis juin 2014, les forces américaines maintiennent un quartier général opérationnel à Bagdad et jouent, grâce à des conseillers sur place, un rôle actif dans le pays. Jusqu'à présent, Obama a exclu à maintes reprises que des troupes terrestres participent activement aux combats. La typologie des tâches est cependant vague: les conseillers militaires doivent accompagner l'armée irakienne sur le terrain, dispenser des conseils en amont au niveau de la brigade et, sans aucun doute, servir à coordonner les activités irakiennes avec les forces aériennes américaines.

Les attaques aériennes américaines semblent efficaces dans le cadre des contraintes politico-stratégiques. Elles ont été manifestement décisives pour la défense d'Erbil et la reconquête du barrage de Mossoul dans la région irakienne du Kurdistan. C'est en outre uniquement grâce à elles que la ville kurde de Kobané en Syrie, âprement disputée, a pu être défendue contre les violentes attaques de l'EI. Les attaques ont, par ailleurs, forcées l'EI à adapter sa méthode opérationnelle et ses logistiques. Ce qui est décrit pour une part comme génie militaire est en réalité une réaction naturelle de l'EI avec laquelle il perd simultanément une force de frappe militaire considérable. Des opérations offensives ouvertes et soudaines telles qu'elles ont marqué l'été 2014 en Irak sont plus difficiles, du moins en Irak. Une part importante de la base économique de l'EI, le commerce du pétrole, semble en outre être sérieusement réduite et les attaques aériennes ont au moins partiellement arraché l'initiative à l'EI.

Les Etats-Unis se concentrent, selon différents rapports, sur la planification et la préparation d'une offensive militaire pour regagner d'ici la fin 2015 une grande part des



territoires gagnés par l'EI. Il faut pour ce faire former et conseiller dans des centres d'entraînement régionaux de nouvelles unités irakiennes tant de l'armée régulière (jusqu'à trois divisions de trois brigades chacune) que des peshmergas kurdes (trois brigades) et des gardes nationales sunnites. Les conseillers américains doivent alors conseiller et aider ces unités à coordonner et contrôler les opérations sur le terrain.

Il s'agissait jusqu'à présent d'arrêter l'EI, mais il faut maintenant le refouler. La question se pose aussi de savoir ce qui va arriver aux territoires libérés et comment ils doivent être stabilisés. Les gardes nationales régionales doivent aider, au niveau régional et local, à sécuriser les territoires libérés; la relation de ces unités avec Bagdad et les dirigeants religieux, ainsi que les chefs de tribus sera certainement tendue et a déjà été une raison de l'échec de l'alliance de 2006/07. L'offensive irakienne promet donc de devenir nettement plus politique et complexe que la campagne aérienne contre l'EI jusqu'à présent.

### Logiques différentes: Irak et Syrie

La guerre, comme le dit le dicton connu du théoricien militaire prussien Carl von Clausewitz, n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens. Une analyse de la campagne américaine doit donc prendre en considération les objectifs politiques sous-jacents des Etats-Unis. Il faut pour cela faire la différence entre les missions en Syrie et en Irak. Bien qu'officiellement théâtre de l'opération «Inherent Resolve» à parts égales, les deux

pays se distinguent considérablement en ce qui concerne le caractère de l'adversaire, les nations impliquées, la stratégie des Etats-Unis et, enfin, les dynamiques politico-militaires du conflit.

**Syrie:** Depuis le début de la guerre civile syrienne en 2011, les Etats-Unis refusent d'intervenir ouvertement dans le conflit. Le président Obama ne voit manifestement aucune possibilité d'influencer de manière décisive le déroulement de la guerre civile, par une intervention des forces armées américaines. Il redoute en outre de «glisser» dans le conflit. Washington s'est donc limitée jusqu'à présent à une formation et à un armement limité d'un petit nombre de rebelles «modérés» et au soutien du processus diplomatique. Depuis la conférence Genève 2 à Montreux, ce processus diplomatique est considéré, pour l'instant au moins, comme un échec. L'objectif néanmoins exprimé d'une destitution de Bachar el-Assad semble repoussé à un avenir lointain. La décision prise par Obama en 2013 de ne pas défendre sa «ligne rouge» et d'intervenir résolument après l'utilisation d'armes chimiques par Damas, menace dans l'ensemble de rester l'erreur potentiellement la plus grave de Washington dans ce conflit. La destruction des armes chimiques d'Assad, certainement un succès en matière de politique d'armement, n'a pas affecté de manière significative les aptitudes militaires de l'armée syrienne, mais a plutôt renforcé le pouvoir politique de Bachar el-Assad. La crédibilité déjà affaiblie des Etats-Unis, fondement de leur politique étrangère, est en outre minée.

La partie syrienne de l'opération «Inherent Resolve» repose sur une base de droit international au moins discutable. De plus, les Etats de la région voient simplement leurs propres intérêts menacés en Syrie et sont prêts à intervenir. La coalition internationale qui attaque des cibles en Syrie comprend donc en plus des Etats-Unis le Bahreïn, la Jordanie, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis – des Etats sunnites qui sont traditionnellement partenaires des Etats-Unis mais refusent également traditionnellement une suprématie régionale de l'Iran, qui est la partie belligérante en Syrie par le truchement du régime d'Assad, du Hezbollah libanais et même de forces propres.

Ce sont surtout les attaques aériennes américaines contre les troupes de l'EI autour de Kobané et les attaques ciblées sur le groupe «Khorasan», qui ont été médiatisées. La logique de la mission américaine en Syrie devient évidente à l'exemple de Kobané, une ville syro-kurde à la frontière turque. Kobané ne possédait en soi qu'une valeur stratégique moindre, ce qui explique l'hésitation initiale des Etats-Unis. Comme ils ne sont pas intervenus jusqu'à présent quand des villes syriennes tombaient aux mains d'une partie belligérante et qu'il y avait risque de massacres, ils ont aussi refusé de laisser l'EI leur dicter quand ils devaient intervenir à Kobané – surtout à proximité immédiate d'un partenaire otanien avec des aptitudes militaires plus que suffisantes. Ce n'est que quand il est clairement apparu que l'EI faisait de la prise de la ville une priorité que les Etats-Unis se sont décidés à intervenir systématiquement et ont infligé des pertes importantes à l'EI, ou autrement dit: Kobané n'a acquis une importance stratégique que parce que l'EI a considéré sa prise comme stratégiquement importante. Si Kobané avait en revanche été une ville kurde dans le nord de l'Irak, les Etats-Unis seraient certainement intervenus plus tôt et en coordination avec les unités kurdes – les Etats-Unis veulent influencer le cours de la guerre en Irak, pas en Syrie.

Les frappes aériennes contre le groupe Khorasan s'adressent selon les Etats-Unis à un réseau composé de l'EI, d'Al-Qaïda et du «Front al-Nosra» syrien qui préparerait des attentats en Occident. De plus, les Etats-Unis ne souhaitent pas plus d'intervention dans la guerre syrienne. Ils n'ont pas de partenaires fiables au sol et un rôle nettement plus marqué de leur part mettrait selon toute probabilité fin à la coalition, insignifiante sur le plan militaire mais importante sur le plan symbolico-politique.

Toute lutte active contre les troupes d'Assad, que réclame entre autres aussi la Turquie, serait en outre perçue en Iran comme un acte hostile des Etats-Unis.

L'intervention des Etats-Unis en Syrie ne vise pas un état final politique réaliste – qui serait cependant aussi difficile à formuler, compte tenu de la guerre syrienne complexe et sanglante. Les frappes militaires ne peuvent donc pas atteindre d'objectif politique au-delà d'un affaiblissement stratégique de l'EI et de la lutte contre le groupe Khorasan et des individus. Les attaques aériennes en Syrie revêtent donc pour les Etats-Unis une importance secondaire par rapport à l'Irak.

**Irak:** La lutte contre l'EI en Irak est au fond une continuation de la guerre d'Irak de 2003, de laquelle les Etats-Unis se sont retirés en décembre 2011. Les parties impliquées tout comme, à de rares exceptions près, les raisons de la guerre ne sont pas sensiblement différentes de celles de 2006–2007, la période la plus intensive de l'occupation américaine. Les Etats-Unis

## Les Etats-Unis veulent influencer le cours de la guerre en Irak, pas en Syrie.

ont incontestablement une responsabilité politique particulière envers le pays; la base de l'intervention reposant sur le droit international est en outre donnée dans l'invitation explicite du gouvernement irakien à Bagdad. Cette solide fondation politico-juridique a entraîné une coalition internationale à laquelle participent aussi des partenaires occidentaux – comme le Canada, la Grande-Bretagne, la France, le Danemark et l'Allemagne – à des degrés différents. Les Etats arabes ne sont par contre pas engagés. Etant donné le gouvernement chiïte de Bagdad et la présence de forces paramilitaires iraniennes aux points décisifs, une intervention de la «coalition syrienne» serait aussi improbable.

A la différence de la Syrie, il y a en Irak une vision de l'objectif politique de la mission sur laquelle tous les adversaires de l'EI impliqués peuvent en principe se mettre d'accord: un Irak fédéral fonctionnel dans ses frontières fixées par le droit international où l'EI ne représente pas de menace existentielle – en principe un «statu quo ante» amélioré de 2011. A l'inverse de la Syrie, l'EI n'est pas une menace purement militaire en Irak: la progression de l'EI en l'été 2014 et son enracinement dans les bastions

sunnites comme Falloujah sont en grande partie l'expression d'une insurrection supportée par les sunnites contre un gouvernement central à dominante chiïte à Bagdad. La clé du succès pour les Etats-Unis réside donc dans un compromis viable des groupes de population de l'Irak et des principaux voisins – avant tout de l'Iran.

C'est pour cette raison que les Etats-Unis ont fait d'un gouvernement inclusif à Bagdad et d'une destitution du Premier ministre Nouri al-Maliki le prérequis à une aide militaire. Ils exigent une conciliation difficile mais possible entre Bagdad et la région du Kurdistan dans un conflit qui tourne surtout autour du partage des recettes pétrolières et de l'avenir du Kirkouk, traditionnellement revendiqué par les Kurdes et maintenant contrôlé par eux. Ils espèrent en outre gagner par des réformes politiques et la mise sur pied de gardes nationales régionales le soutien des sunnites et pouvoir les inciter à s'opposer au radicalisme de l'EI comme c'était déjà le cas en 2006 et 2007. D'importantes forces sunnites se sont cependant senties lésées par Bagdad des fruits de la coopération d'antan; reste encore à voir s'ils arriveront encore une fois à les inciter à la coopération après cette déception sunnite. L'EI connaît cependant le risque et

répond justement par une force brute et des vagues d'exécutions contre les membres de tribus irakiennes qui lui tiennent tête.

Si les Etats-Unis parviennent à pousser Bagdad et les régions à des concessions politiques importantes, à limiter les pratiques de violence confessionnelle et à faire savoir à l'Iran qu'un gouvernement inclusif à Bagdad, naturellement dirigé par les chiïtes, est aussi dans son intérêt, alors un effondrement militaire rapide de l'EI dans de vastes parties du pays et un repli sur ses chefs-lieux urbains sont possibles. Si les mesures politiques échouent, la campagne militaire est pratiquement sans issue. C'est pour cette raison qu'Obama a confié la coordination de l'opération à un général retraité de l'infanterie de marine, John Allen. Ce dernier a cependant installé son bureau au ministère des Affaires étrangères et souligne par là-même le caractère politique à long terme de la campagne.

### Marge de manœuvre limitée

La marge de manœuvre des Etats-Unis est limitée dans la crise. L'approche d'Obama est facile à comprendre si l'on se rappelle les paramètres sous-jacents. Les trois paramètres suivants sont les plus importants:

*premièrement*, les Etats-Unis ne veulent tout d'abord pas modifier des frontières existantes au Proche-Orient; *deuxièmement*, ils veulent contenir un Iran émergent et empêcher une victoire de Bachar el-Assad en Syrie; et *troisièmement*, ils ne veulent pas se laisser entraîner dans une guerre par proxy au sol sanglante et difficile à contrôler. Washington est donc assujettie à d'importantes contraintes renfermant des contradictions inhérentes.

*Premièrement*, l'EI remet en question les frontières actuelles de la région et ouvre la possibilité d'un nouvel ordre au Moyen-Orient. Les frontières actuelles, pour une grande part établies par les puissances coloniales européennes, n'ont certainement pas empêché des conflits et des guerres dans le passé mais les ont, la plupart du temps, contenus et canalisés dans des voies contrôlées par l'état. Des frontières stables sont une condition nécessaire aux ordres de paix existants (Liban, Egypte/Jordanie avec Israël) ou des pierres angulaires d'ordres de paix espérés (Israël avec la Palestine) dans la région. Si cet ordre est fondamentalement remis en question, on risque un nouvel ordre sanglant des frontières et, dans le pire des cas, une «guerre de Trente ans arabe»: un conflit qui se caractérise par une violence cyclique, des guerres par proxy, des guerres de religion et une spirale de violence auto-perpétuée où les objectifs politiques initiaux disparaissent peu à peu. Par conséquent, Washington jusqu'à présent refuse catégoriquement une division de la Syrie ou de l'Irak, par exemple en encourageant les Kurdes à la sécession.

*Deuxièmement*, les Etats-Unis veulent contenir l'Iran émergent: en élargissant ouvertement la guerre syrienne à l'Irak; la Mésopotamie devient maintenant elle aussi le théâtre d'un conflit de puissances régionales au sein duquel les grandes puissances du Moyen-Orient sunnite et chiite, l'Arabie saoudite et l'Iran s'affrontent comme s'affrontent les sympathisants et les adversaires de la Fraternité musulmane au sein du camp sunnite. S'y ajoute la Turquie sous le président Erdogan, qui voit d'importants intérêts menacés tant en Syrie qu'en Irak.

L'Iran compte au total parmi les grands gagnants de l'invasion américaine de 2003,

et une hégémonie chiite iranienne dans des parties importantes de la région est presque déjà une réalité. Les Etats-Unis ne peuvent et ne veulent pas empêcher ce développement mais veulent le contenir et le stabiliser par des puissances sunnites. Le refus de toute coopération avec Bachar el-Assad fait surtout partie de cette stratégie – même si la lutte contre l'EI fait naturellement le jeu du dirigeant syrien. A cela vient s'ajouter le fait que l'Iran, qui est considérablement actif militairement dans les deux pays, lutte en principe en Irak du côté de la coalition dirigée par les Américains (pour Bagdad), mais contre elle en Syrie (pour Damas), ce qui complique la situation. Une coopération militaire entre les Etats-Unis et l'Iran, qui a certainement déjà lieu officieusement et au moins indirectement, est donc nécessairement limitée dans une première phase à l'Irak. Les négociations nucléaires avec Téhéran, maintenant prolongées jusqu'à juin 2015, continuent cependant de revêtir la plus haute priorité pour Washington. Obama n'est jusqu'à présent pas prêt à risquer un succès dans cette question et à s'attaquer de manière plus ouverte aux intérêts iraniens dans la région.

*Troisièmement*, il ne faut pas utiliser des troupes de combat américaines comme principaux vecteurs des opérations. Pour des raisons de politique intérieure, extérieure et militaire, Obama l'exclut jusqu'à présent. Il est certes tout à fait possible que des forces spéciales américaines soient aussi déjà utilisées en Syrie. Une lassitude de guerre prédomine cependant dans la politique intérieure américaine. La population américaine ne serait certainement pas prête à accepter des pertes importantes dans cette région, où environ 4500 soldats américains ont déjà perdu la vie entre 2003 et 2011. Sur le plan de la politique étrangère, les Etats-Unis ne veulent ni mener les guerres de partenaires (ou même d'adversaires) ni devenir la «force aérienne gratuite» de différentes parties belligérantes. Sur le plan militaro-opérationnel enfin, la guerre en Irak a en outre montré aux Etats-Unis l'avantage à long terme de troupes propres dans un contexte culturellement et politiquement difficile.

La prestation fournie à l'armée irakienne par les conseillers militaires américains est

donc moins une formation effective – l'Irak ne manque pas d'expertise quant au maniement des armes portatives et des armes portatives antichar courantes – qu'une coordination de sa force aérienne et un contrôle de l'armée irakienne et particulièrement des milices chiites qui lui sont souvent alliées. Il en va de même pour le soutien des Kurdes en Irak par les formateurs européens: les missiles antichar performants comme le «MILAN» allemand sont un complément important de l'armement kurde qui nécessite de la formation sur le côté kurde. L'intérêt des Kurdes se situe en outre dans la présence effective de soldats étrangers et donc l'obligation politique de soutien – aussi en ce qui concerne le conflit latent avec Bagdad et, à l'avenir, éventuellement même la Turquie. Une mission de formation au sol attrayante aujourd'hui entraîne peut-être des conséquences considérables à long terme.

Malgré les meurtres médiatisés de ressortissants américains, Barack Obama a à maintes reprises montré que l'EI représentait une menace de partenaires dans la région, ainsi qu'une menace aux intérêts américains, mais ne pourrait devenir une menace directe des Etats-Unis que sur le long terme. Il signale ainsi que l'action des Etats-Unis est délibérément limitée et qu'il n'est pas prêt à mener les guerres d'autres Etats. Même dans le conflit avec l'EI, le président Obama reste un pragmatiste en politique étrangère, poursuivant son but de terminer des guerres au lieu d'en commencer de nouvelles. Et à peu d'exceptions près, il n'y a guère non plus au Congrès américain de critiques qui seraient effectivement prêts à modifier les paramètres cités et à accepter des dégâts collatéraux imprévisibles en réclamant par exemple une indépendance kurde ou en envoyant des conseillers militaires en Syrie.

**Dr. Martin Zapfe** dirige l'équipe «Sécurité Globale» du think tank au Center for Security Studies (CSS) à l'ETH Zurich.

**Ce texte peut être lu conjointement à l'analyse «Le néo-Califat de l'Etat islamique» (No 166).**

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist et Matthias Bieri  
Traduction: Consultra; Relecture: Livio Pignoni  
Layout et graphiques: Miriam Dahinden  
ISSN: 2296-0228

Feedback et commentaires: [analysen@sipo.gess.ethz.ch](mailto:analysen@sipo.gess.ethz.ch)  
Téléchargement et abonnement: [www.css.ethz.ch/cssanalysen](http://www.css.ethz.ch/cssanalysen)

Parus précédemment:

**Systèmes d'armes létaux autonomes: un défi à l'avenir** No 164  
**Gouvernance d'Internet: Une mise à jour s'impose** No 163  
**La migration irrégulière comme défis pour l'Europe** No 162  
**L'OTAN et la Russie après le sommet** No 161  
**Séparatisme dans l'UE** No 160  
**Sécurité de l'approvisionnement de l'Europe en gaz** No 159